

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Re-nationaliser-reviser-controler-que-des-gros-mots-pour-les-Etats-Unis-Pour-quoi>

# Re-nationaliser, réviser, contrôler... que des gros mots pour les Etats-Unis. Pourquoi ?

- Argentine - Économie - Privatisées -  
Date de mise en ligne : dimanche 23 février 2003

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Chacune de ces options est vue comme dangereuse depuis les Etats-Unis. Que des candidats aux élections présidentielles de l'Argentine proposent certaines de ces options provoque un malaise parmi les groupes du capitalisme concentré.**

On a pu lire dans le Journal La Nación (conservateur), parmi d'autres medias, de sévères critiques émanant de cabinets de conseils américains sur les re-nationalisations. Les accusations varient entre populisme, corruption et inefficacité. Mais, il convient de se demander si réviser les contrats... c'est du populisme ? Mais, il est opportun de se demander si vérifier qu'on a accompli les objectifs stipulés... c'est de la corruption ? Que l'Argentine ne gère rien de son pétrole national est très arrangeant ... pour les entreprises qui en effet le font. A la Une de La Nación, samedi 8 février, on titrait : « Préoccupation aux Etats-Unis sur les proposition étatistes ». Et dans le sous-titre, on affirmait que des experts et des consultants signalent le danger d'éloigner ainsi les investissements. Par exemple, le Cabinet Kissinger-McLarty. S'il c' est le nom d'Henry Kissinger, plus d'un assurerait qu'il parle pour les intérêts américains, non étrangers (des étrangers, est la même chose).

Peter Hakim, président d'Interamerican Dialogue, ne fait pas beaucoup d'honneur à l'entreprise à laquelle il appartient. Son « Dialogue Interaméricain », accuse les candidats pro -étatistes de vouloir gagner terrain. Il assure que c' est dangereux, parce que « les argentins n'ont jamais bien géré ces industries. » Déclaration forte, tranchante et, pourquoi ne pas le dire, insultante.

D'abord, peut-être est-il anthropologue. Pour posséder une certaine nationalité, nous sommes condamnés à l'échec administratif. Grâce à Dieu je ne suis pas comptable ou Administrateur d'Entreprises, j'aurais étudié en vain.

Deuxièmement, la plupart des entreprises dans le monde ne pense pas ainsi. Les exemples d'argentins qui se sont illustrés à l'extérieur sont tant, que je me limiterai à peu d'exemples. Un économiste renommé, Mario Blejer, est connu dans le monde entier. Ex-président de la Banque Centrale, « ex ? » Fonctionnaire du FMI. Il a refusé une offre de présider la Banque Centrale de l'Afghanistan, peu d'institutions dans le monde peuvent être plus difficiles à gérer. De nos jours, il est le premier étranger à faire partie du comité directeur d'une entreprise centenaire en Angleterre.

Troisièmement, ce Monsieur Hakim doit seulement s'occuper des rapports américains. Des propositions, par exemple, des reconnus Calcagno (père et fils) envisagent de rendre à l'État la gestion de certains services. Dans une conférence qu'ils ont donnée, je me souviens de les avoir consultés sur ce sujet, ce à quoi ils m'ont répondu avec de nombreux exemples d'entreprises appartenant à l'État qui étaient au même niveau ou à un niveau supérieur, en leur temps, que des entreprises nationales de pays comme la France ou l'Espagne. De différentes manières, les experts consultés étaient d'accord sur le fait que l'inefficacité et, principalement, la corruption enlevaient du sérieux à ces propositions. Mais Hakim nous surprend à nouveau, il reconnaît que « la cession au secteur privé n'a pas été transparente et a été teinte de beaucoup de corruption. »

Nous devons à nouveau lire entre des lignes. La corruption, très vulgairement définie, c'est ce que quelqu'un perçoit pour rendre possible quelque chose d' illégal. Nous parlons alors de plus d'un secteur. Alors, la corruption non seulement a impliqué « ceux qui représentaient l'État, mais incluait aussi les entreprises étrangères. Évidemment, après cette déclaration, Hakim prévient sur les dangers de rebrousser chemin.

Andres Oppenheimer, journaliste argentin de CNN et du Miami Herald, co- gagnant du Pulitzer, a en 2001 , publié le livre « Yeux bandés - les Etats-Unis et l'affaire de la corruption en Amérique latine ».

Défenseur du libre marché et de la présence de multinationales dans notre région, il critique les actions des pays du premier monde. Sans cesser de reconnaître la faute des dirigeants et dirigés d'Amérique latine, il compile et fait connaître des cas de corruption parmi les entreprises américaines en ce qui concerne cette « zone corrompue ». Je ne peux pas éviter de citer le proverbe : « La faute n'est pas du cochon, mais de celui qu'il lui donne à manger. C'est-à-dire, la faute n'est pas seulement de l' argentin corrompu, elle est aussi de l'américain ou européen qui accepte de le payer.

Tout au long des derniers mois, on a eu connaissance de quelques rapports sur le non respect des contrats des entreprises privatisées. Le programme « Journalistes », du canal Amérique de Buenos Aires, a effectué de nombreuses analyses à ce sujet. Entre autres, il a comparé les privilèges des entreprises étatiques et privatisées. La marge principale de profit était donnée par des subventions (payées par les argentins) aux entreprises privatisées. Nous n' allons pas cesser de reconnaître les nombreux bénéfices des privatisations. Cependant, nous ne devons pas détourner le regard sur certains sujets.

Le président Duhalde a dit, il n'y a pas longtemps, qu'il était injuste que les entreprises n'adaptent pas leurs tarifs après la dévaluation. Il a rappelé que jusqu'il y a peu de temps, nous payions les plus hauts tarifs du monde et que nous devions nous y habituer. C'est-à-dire, quand le profit était haut, nous devons remercier pour les améliorations dans le service. Tel était son obligation contractuelle. Je préfère ne pas parler de ce qui se passe quand le profit diminue. Simplement je me souviens quand le FMI réclamait au Nigéria de nouveaux ajustements pour solder ses dettes... le fait que les enfants mourraient n'importait pas.

Des exemples de non respect d'obligations, nous en avons que trop. Aguas Argentinas est l' un d'eux. Repsol-YPF, apparaît à nouveau récemment dans le rapport Calcagno-Calcagno, a obtenu des concessions illicites, prorogations illégales, et autres activités hors de la loi. La folie a entraîné les dépôts, avec le « corralito ». Cette mesure a favorisé les banques qui, on le suppose, avaient à leurs maisons mères comme assureurs.

Il y a beaucoup de mensonges décrits dans ce court recueil d'atrocités. Celui qui compte le plus de tous c' est que les argentins ne sont pas capables de se redresser. Pourquoi viennent-ils chercher nos universitaires ? Pourquoi reconnaissent-ils notre musique, notre cinéma, nos avancées (scientifiques...) ? Entre beaucoup d'autres choses, l'Argentine est seulement un des neuf pays au monde qui peut cloner des animaux. Nous vivons en démocratie, sans pallier à des critiques, depuis 20 années. Les mouvements solidaires grandissent, ainsi que les initiatives les plus innovatrices. Clubs de troc, plans de développement social, éducation gratuite, traités commerciaux, actifs et potentiel agricole, possibilités de croissance dans des technologies.

Nous avons une nouvelle occasion. Nous ne devons pas « vivre avec le nôtre ». Nous devons croire en cela. La marge d'erreur est chaque fois plus petite.

### **Argenpresse.info**

**Titre original :** Ré nationaliser, réviser, contrôler... des gros mots ?

El Correo 23 Février 2003

**Traduction pour El Correo :** Estelle et Carlos Debiasi